



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

taux

Question écrite n° 41638

Texte de la question

Le taux de TVA vient de baisser depuis le 15 septembre dernier pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans. Pourtant, même si dans son discours, lors de l'inauguration du Jardin planétaire le 14 septembre 1999 à la grande halle de La Villette, M. le Premier ministre soulignait que « le jardin faisait partie intégrante de l'habitation et constituait un tout avec celle-ci », la nouvelle disposition fiscale exclut les travaux portant sur l'aménagement et l'entretien des espaces verts, soit les jardins attenants aux locaux à usage d'habitation. Si les métiers du bâtiment sont pourvoyeurs de main-d'oeuvre, ceux du paysage et de l'entretien des espaces verts le sont tout autant si l'on considère l'intérêt croissant de nos concitoyens pour les espaces verts et un environnement de qualité. Dans ce contexte, M. Daniel Paul souhaite connaître les intentions de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie à ce sujet et lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à ce qui apparaît comme une discrimination fiscale.

Texte de la réponse

L'article 279-0 bis nouveau du code général des impôts, issu de l'article 5 de la loi de finances pour 2000, soumet au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans. En revanche, le taux réduit de la TVA n'est pas applicable aux travaux portant sur les espaces verts en tant que tels. La directive communautaire 1999/85/CE du 22 octobre 1999 sur laquelle est fondée cette mesure et qui permet, à titre expérimental, jusqu'au 31 décembre 2002, d'appliquer le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée à des activités à forte intensité de main-d'oeuvre, a retenu parmi les secteurs éligibles l'activité du bâtiment (travaux de réparation et de rénovation de logements privés) mais n'a pas retenu les travaux afférents aux espaces verts. Cela étant, ce secteur bénéficie d'ores et déjà dans une large mesure de l'application du taux réduit. D'une part, la fourniture de végétaux non transformés est soumise au taux de 5,5 % si elle est effectuée dans le cadre d'une opération de simple aménagement qui ne comprend pas la réalisation d'ouvrages immobiliers, seule la prestation de services de plantation relevant du taux normal. D'autre part, les opérateurs de ce secteur peuvent exercer une partie de leur activité dans certains domaines couverts par l'article 279-0 bis du code précité (par exemple travaux de clôture, terrasses...). Il en résulte que, dans les conditions définies dans l'instruction publiée au Bulletin officiel des impôts 3 C-5-99 du 15 septembre 1999, certaines de leurs prestations peuvent bénéficier du taux réduit de la TVA. Enfin, il est admis que les prestations d'abattage, de tronçonnage ou d'élagage d'arbres, peuvent bénéficier du taux réduit de la TVA lorsqu'elles ont pour objet de permettre de dégager les voies d'accès privées aux habitations, ou d'assurer l'intégrité des logements qui ont été ou qui risquent d'être endommagés par la chute d'arbres. L'ensemble de ces précisions est de nature à répondre aux préoccupations exprimées.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Paul](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 41638

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 14 février 2000, page 952

Réponse publiée le : 3 avril 2000, page 2162